

**ATELIER INTERNATIONAL DE DAKAR : LE FINANCEMENT DE
L'AGRICULTURE FAMILIALE DANS UN CONTEXTE DE LIBERALISATION :
QUELLE CONTRIBUTION DE LA MICROFINANCE ?
DAKAR : 21-24 janvier 2002**

**THEME III : MICROFINANCE, BANQUES AGRICOLES, BANQUES
COMMERCIALES : QUELS PARTENARIATS POUR LE FINANCEMENT DE
L'AGRICULTURE ?**

**CONTRIBUTION DE LA BANQUE NATIONALE DE
DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA) DU MALI**

I GENERALITES

La création de la BNDA consacre l'avènement de la logique bancaire en matière de financement du crédit rural. Jusqu'au début des années 1980, c'était la logique de développement directif qui a eu cours. Le crédit était le fait de projets et d'opérations de développement rural et permettait aux ruraux d'accéder aux équipements et intrants agricoles dans le but d'accroître les rendements et les revenus.

Cette logique de développement privilégiait la distribution des prêts sur le recouvrement : les prêts étaient mal gérés, peu suivis. L'objectif était de placer le maximum d'intrants et de matériels, le reste devait suivre.

A la fin des années 1980, le constat fut amer : les opérations de développement rural ont été fermées, les créances en souffrance étaient importantes et les banques commerciales et de développement n'étaient pas très intéressées par le crédit agricole.

Ceci explique la création de la BNDA.

1.1 Présentation

1.1.1 Objet

La Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) a été créée en 1981 avec l'objectif d'apporter son concours technique et/ou financier à la réalisation de tout projet qui serait de nature à promouvoir le développement rural au Mali.

En outre, elle peut réaliser toute autre opération bancaire dont la collecte des dépôts.

Elle est donc une banque spécialisée, même si la BCEAO ne reconnaît plus de banque spécialisée. Cette spécialisation n'est d'ailleurs plus incompatible avec l'ouverture à d'autres marchés, d'autres clientèles et d'autres produits.

1.1.2 Capital social, actionnariat et organisation

Au cours des vingt années écoulées, le capital de la banque a subi une profonde mutation tant dans sa structure que pour son montant.

Le capital initial de un milliard de FCFA était détenu par quatre actionnaires (Etat : 55%, BDM : 10%, Banque Centrale du Mali : 15% et CCCE : 20%).

A date, le capital est de 10,1 milliards de FCFA et est détenu par l'Etat (39,95%), la BCEAO (18,37%), l'AFD ou ex-CCCE (21,42%) et la DEG (20,26%).

L'on constate la sortie de la BDM et l'entrée de la DEG et les différentes augmentations de capital ont été rendues possible par l'apport de ressources externes et par incorporation de résultats.

La banque est administrée par un Conseil d'Administration de 11 membres dont :

- Etat : 5 membres (y compris le PDG) ;
- AFD, BCEAO et DEG : 2 membres chacun.

Le Conseil d'Administration dispose de tous les pouvoirs et en a délégué certains, notamment au Comité des Prêts (composé de 4 membres choisis en son sein) pour accorder des crédits ne dépassant pas 200 millions de FCFA et au PDG pour tous les actes de gestion et des crédits sous plafond de 10 millions de FCFA (pour les particuliers) et 50 millions de FCFA (pour les sociétés).

1.1.3 Activités

Les activités de la banque sont réalisées par un réseau de 20 représentations comprenant le Siège, 7 agences, 3 bureaux autonomes et 9 bureaux permanents.

1.1.3.1 Activités de crédit

La BNDA accorde des crédits pour son propre compte, mais elle peut intervenir aussi pour le compte de tiers. Dans ce cas, elle passe avec celui-ci un protocole d'accord qui détermine les conditions de son intervention : objet et montant des prêts, durée, taux, bénéficiaires, modalités de gestion, rémunération de la banque, etc...

Les crédits à moyen et long termes sont accordés :

- pour financer les investissements des ruraux : matériels de culture attelée, matériels de transport, matériels de forge, équipements de pêche, infrastructures collectives (magasins, centres de santé, moyens d'exhaure) et individuelles (habitat rural, moyens de locomotion) ;
- pour les programmes d'investissement des industries et entreprises.

La banque accorde également des crédits à court terme servant à financer la campagne agricole (intrants, fonctionnement) et les besoins à court terme des entreprises (particulièrement l'achat et l'égrenage du coton et du paddy).

Une analyse de l'évolution des octrois de crédit de la BNDA fait apparaître la prépondérance des octrois de crédit à court terme due à l'importance des besoins exprimés soit par les ruraux (engrais, herbicides, embouche, commercialisation-stockage) soit par les entreprises (financement de l'achat des produits agricoles).

Il importe donc de ne pas considérer le montant des seuls crédits à moyen et long termes comme critères de jugement d'une banque de développement agricole.

Au cours des 5 derniers exercices (clos au 31/12), l'encours des crédits par terme a évolué comme suit :

(en millions de FCFA)

	1996	1997	1998	1999	2000
Encours sains	32574	37534	42964	42484	41842
. Court terme ordinaire	11350	16831	19663	24899	28786
. Crédit de campagne	873	0	1917	0	0
. Moyen et long termes	20351	20703	21384	17585	13056
Encours des créances en souffrance brutes	4982	5840	5987	6470	6056
TOTAL ENCOURS BRUT DE CREDIT	37556	43374	48951	48954	47898
TOTAL SANS CREDIT DE CAMPAGNE	36683	43374	47034	48954	47898
PROVISIONS	-4613	-5056	-5589	-5667	-4000
ENCOURS NET DE CREDIT	32943	38318	43362	43287	43898

L'encours net de crédit a stagné pratiquement au cours des trois derniers exercices en raison d'une baisse des encours de crédit à moyen et long termes surtout. C'est la conséquence d'une politique interne qui a consisté à suspendre l'octroi de crédits à moyen terme dans une agence

de taille importante, afin d'assainir son portefeuille. La seconde raison est liée aux faibles opportunités d'investissements sur la période.

1.1.3.2 Activités de collecte

Les activités de collecte de ressources portent sur la collecte de l'épargne d'une part et de ressources extérieures (emprunts) d'autre part.

Au cours des cinq dernières années, l'on constate une augmentation de la collecte de dépôts. En effet un développement soutenu et durable des activités de la banque est intimement lié à la capacité de la BNDA à collecter des ressources locales. Ceci a l'avantage de préserver son indépendance.

Toutefois, l'accès aux financements octroyés par les institutions de développement permet à la banque d'obtenir des ressources sur une longue période à des conditions avantageuses. Ce qui lui permet d'octroyer des crédits d'équipement tout en respectant le ratio de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources de mêmes termes. Le grand risque auquel est exposée la banque à cette occasion est le risque de change lorsque ces emprunts sont libellés en devises, de sorte qu'en cas de dévaluation du FCFA, elle doit faire face à des pertes de change qui peuvent à l'occasion être très importantes comme nous le verrons par la suite. Ce risque est constant pour les devises autres que le franc français ou l'euro.

Les résultats obtenus apparaissent ci-après.

(en millions de FCFA)

	1996	1997	1998	1999	2000
Comptes ordinaires	12169	11509	12705	12060	17167
Comptes sur livret	4977	5883	6096	6814	7847
Dépôts à terme	866	388	915	1532	3111
Autres comptes	708	368	684	755	5226
Epargne collectée	18720	18148	20400	21161	33351
Emprunts extérieurs	10206	11203	11029	14740	14140
Total des ressources	28926	29351	31429	35901	47491

1.1.3.3 La formation des ruraux

Suite aux nombreuses critiques formulées lors de la Conférence Nationale en 1991, la BNDA a décidé d'entreprendre la formation des ruraux en techniques bancaires de base. Pour ce faire, elle a écrit des modules de formation, lesquels après traduction en langue nationale ont été testés par l'organisation de séances de formation. L'expérience s'étant avérée concluante, et grâce au financement de donateurs (FED, KFW) la BNDA a confié la diffusion de cette formation à un prestataire de services (le CESP).

Cette formation s'adresse aux représentants des groupements de ruraux qui sont en relation avec la banque, ainsi qu'aux agents d'organismes encadrant les ruraux.

1.1.4 Les phases d'évolution de la BNDA

Depuis sa création, la BNDA a connu trois phases dans son évolution, comme il apparaît dans le tableau ci dessous.

En millions de FCFA

Phases	Années	Octrois	Encours net de crédit	Créances douteuses	Dotations aux provisions	Epargne collectée	Résultat net
1	1982	11.915	4.255	-	-	30	34
1	1983	7.569	4.954	10	4	91	5
1	1984	6.768	3.400	29	14	2.950	26
1	1985	4.069	3.647	66	30	2.612	32
1	1985/86	7.538	4.343	208	73	1.900	16
2	1986/87	9.448	6.795	1.123	557	1.644	-70
2	1987/88	9.905	6.571	1.374	1.108	3.690	168
2	1988/89	11.913	7.780	1.732	1.452	3.794	263
2	1989/90	14.297	4.812	2.347	1.734	4.774	620
3	1990/91	9.361	7.881	2.431	2.049	8.336	658
3	1992	13.559	9.314	828	2.609	4.650	689
3	1993	9.781	8.159	539	3.313	5.370	457
3	1994	28.153	14.591	500	3.572	13.142	-1.841
3	1995	52.530	34.363	129	4.377	15.556	629
3	1996	26.020	32.943	4.982	4.613	18.720	681
3	1997	37.116	38.304	5.840	5056	18.148	780
3	1998	43.459	44.364	5.987	5589	19.770	984
3	1999	52.109	43.288	6.470	5667	25.901	667

La 1ère phase va du démarrage des activités à 1985-1986. Lors de cette phase, tous les types de crédits, toutes les catégories de clientèle et toutes les zones géographiques ont été testés. Elle a été instructive pour la banque puisqu'elle a permis de confirmer certaines méthodes de travail et d'en éliminer d'autres. Le niveau d'activités est faible et les résultats sont équilibrés à la limite. Une poursuite de la même politique de crédit aurait amené à la liquidation de la banque.

La seconde phase court de 1986/87 à 1989/90. L'accent a été mis sur le redressement et la consolidation de la situation financière et l'assainissement du portefeuille. L'informatisation a été menée à bien et une sélection plus rigoureuse du crédit appliquée.

La troisième phase a démarré en 1990 avec l'adoption de plans à moyen terme. La perte importante de 1994 s'explique par la dévaluation du FCFA.

De cette histoire, les leçons ont été tirées par la BNDA :

- toutes les activités économiques du monde rural et toutes les clientèles ne sont pas bancables (prix peu rémunérateurs ou erratiques, atomisation des ventes, inorganisation des clients, risques climatiques ou hydrauliques importants, etc...) ;
- l'octroi de petits crédits et la collecte de l'épargne rurale sont des activités déficitaires, d'où l'intérêt de l'instauration de liens entre la BNDA et les SFD. En effet, les coûts d'intermédiation de la BNDA dans ses activités avec la clientèle rurale sont particulièrement élevés pour les raisons suivantes : la banque va au client dans un pays à faible densité, l'atomisation des crédits et des dépôts entraîne une multitude d'opérations de montants unitaires faibles, les ruraux sont peu au fait de la pratique bancaire d'où de nécessaires et parfois longues explications.

II LA BNDA ET LA MICROFINANCE

Depuis une dizaine d'années, la BNDA a établi, avec succès, un partenariat avec les systèmes financiers décentralisés. Ce partenariat est aussi bien institutionnel que financier.

Elle a entrepris, au cours des dix dernières années, des actions pour développer ce partenariat. Mais quel que soit le rôle qu'ambitionne la BNDA, elle est convaincue qu'il est indispensable de garantir et de pérenniser l'indépendance des SFD, de sorte que les relations entre la BNDA et les SFD restent des relations de partenariat mutuellement profitables et basées sur la complémentarité des actions.

Les actions de la BNDA ont concerné, pour l'essentiel, l'exercice du rôle de maître d'ouvrage délégué, le refinancement des SFD, leur suivi, leur formation au métier de banquier et la participation au Groupe Consultatif National. Elles seront poursuivies et développées.

2.1 L'exercice du rôle de maître d'ouvrage délégué

2.1.1 Généralités

Le rôle de *maître d'ouvrage délégué* comprend principalement les fonctions de membres de comité de pilotage de projet, de bénéficiaire ou gestionnaire des subventions d'exploitation consenties par les bailleurs de fonds et d'organisme payeur des subventions.

Le rôle de maître d'ouvrage délégué est exercé à la demande du bailleur de fonds, qui instruit un programme et demande à la BNDA de gérer les différentes étapes de sa mise en œuvre, en lui déléguant les crédits nécessaires, à charge pour la BNDA de lui rendre compte de l'état d'avancement du programme.

Il est facilité par une répartition précise des risques et des responsabilités :

- le bailleur de fonds définit les grandes orientations des projets, apporte les fonds nécessaires et supporte le risque financier et d'échec ;
- le maître d'ouvrage délégué assume la responsabilité de suivi technique et financier des projets ;
- l'opérateur a en charge la responsabilité technique de la mise en œuvre des projets.

Le tableau ci-après permet d'apprécier l'implication de la BNDA dans le développement des systèmes financiers décentralisés :

	1998	1999	2000
Nombre de réseaux de SFD suivis par la BNDA (A)	5	6	6
Nombre de réseaux agréés par la CAS/SFD (B)	14	23	41
A/B	36%	26%	15%

Sources : rapports d'activités CAS/SFD 1998,1999, 2000.

Le rôle de pionnier joué par la BNDA dans le développement de la microfinance au Mali apparaît clairement.

Les projets en cours pour lesquels la BNDA assure la maîtrise d'ouvrage déléguée sont financés par l'AFD ou l'Etat.

- L'AFD finance les projets suivants : le projet *Cveca en zone Office du Niger*, le *Paseca de Kayes*, le programme *Appui aux Activités des Femmes du Mali (Miselini/Bamako, Nyeta Musow Mopti)*.

La BNDA continuera à assumer le rôle de *maître d'ouvrage délégué* de ces projets jusqu'à leur autonomie technique et financière.

Elle mobilisera auprès de l'AFD les subventions nécessaires pour l'atteinte de leur équilibre financier.

A l'issue de leur phase projet, donc de la fin de la mission de maîtrise d'ouvrage, la banque accompagnera, pour un maximum de deux ans, la consolidation de leur autonomisation souvent fragile.

Cet accompagnement pourra se traduire par la mobilisation de subventions pour le financement de plan de développement à moyen terme (*business plan*), de programme de formation et des missions d'audit et ponctuelles d'appui technique.

- L'Etat, qui a emprunté des ressources auprès du FIDA, finance le programme *CMEC/PDR*.

La BNDA assume le rôle de *maître d'ouvrage délégué* du programme *CMEC/PDR/San* dont le réseau de création récente comprend 29 caisses. Les caisses de première génération (au nombre de 10) ont été ouvertes en 1999 et leurs résultats sont très faibles, pour le moment.

Le tableau ci-après donne des indications sur les SFD, dont la maîtrise d'ouvrage déléguée est confiée à la BNDA, pour les années 1999 et 2000.

Montants : en millions de FCFA

	Nombre de caisses ou de groupes		Nombre d'adhérents En milliers		Montant des encours dépôts		Montant des encours crédits		Montants des fonds propres		Taux de Recouvrement (%)	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000
Cveca-ON	49	51	20,4	22,2	390	438	1008	1203	326	271	98,3	98
Paseca	14	22	1,3	3,2	41	89	12	66	4	44	98,8	99,5
Miselini	1264	16	6,5	5	55	158	175	251	137	163	98	98,5
Nyetamuso	193	232	3,2	3,9	51	69	67	105	70	103	97,1	96,3
Cmec-PDR	9	19	2	2,2	-	14	24	23,6	-	2,7	-	100

Source : Rapports d'activités

De nouveaux projets, nécessitant l'implication de la BNDA comme maître d'ouvrage délégué démarreront prochainement.

La cellule nationale du CIDR, financée par l'AFD au début de 2000, a produit les études de faisabilité de CVECA dans les cercles de Macina et Tenenkou. Il a été retenu la création d'un seul réseau pour les deux cercles. Les premières caisses seront créées en janvier 2002.

Des études de faisabilité sont en cours pour choisir la zone d'un autre réseau de caisses qui sera créé en 2002.

Il faut noter que pour le compte de **la KFW**, la BNDA a déjà assumé les missions d'appui à la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets Cveca au Pays dogon et Cveca en Première Région.

Ces deux réseaux de CVECA sont devenus autonomes respectivement en 1997 et en 1999.

A la fin de leur phase projet, donc de ses missions, la BNDA a mobilisé des subventions auprès de la KfW pour accompagner la consolidation de l'autonomisation de ces deux réseaux.

Les résultats obtenus par ces deux réseaux en 1999 et en 2000 apparaissent ci-dessous.

Montants : en millions de FCFA

	Nombre de caisses		Nombre d'adhérents En milliers		Encours des dépôts		Encours des prêts		Montant des fonds propres		Taux de recouvrement (%)	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000	1999	2000
Cveca Pays Dogon	61	65	29	31	496	414	400	350	125	61	90	90
Cveca Pays Malinké	52	52	22	26	150	128	401	329	95	218	98	98

Sources :Rapports d'activités

En dépit de leur autonomisation, la BNDA continue d'être un partenaire technique et un interface financier pour ces réseaux.

Elle a participé, à leur demande, à l'élaboration de leur plan à moyen terme (PMT), à la définition des budgets des services techniques d'appui et constitue un relais pour l'obtention de financement auprès de bailleurs de fonds (principalement la KfW) pour la mise en œuvre de leur PMT. La KfW a déjà donné son accord pour couvrir partiellement le financement du PMT des CVECA du Pays Dogon et une convention sera signée entre elles et la BNDA afin de préciser les objectifs à atteindre et les moyens nécessaires pour ce faire.

La BNDA reste donc disponible pour apporter son appui à la création de nouveaux projets à financer par d'autres bailleurs de fonds lorsque les conditions suivantes seront réunies :

- une étude établissant la faisabilité technique, financière, sociale et institutionnelle du projet ;
- des objectifs de pérennité institutionnelle et financière ;
- des projections financières établissant clairement l'atteinte de l'équilibre financier dans des délais raisonnables (une dizaine d'années) ;
- un schéma institutionnel lisible et réalisable ;
- l'adhésion du bailleur à l'idée d'assurer le financement du projet pendant une durée suffisante pour lui permettre de s'institutionnaliser et d'atteindre l'équilibre financier ;
- un opérateur spécialisé ayant fait ses preuves au Mali ;
- l'implantation proche d'une représentation de la BNDA.

Dans ce cas, la BNDA intervient pour le compte de l'Etat et/ou des bailleurs de fonds et les conditions de cette intervention font l'objet de convention entre les parties.

2.1.2 Les caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées de la zone Office du Niger

Le cas des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées (CVECA) de la zone Office du Niger (plus de 120.000 personnes réparties dans 151 villages exploitent environ 45.000 hectares) est intéressant à plus d'un titre, dans la mesure où c'est la BNDA qui a eu l'idée de ce projet.

La zone Office du Niger est surtout une zone de production irriguée du riz avec maîtrise totale de l'eau. Le riz produit localement est très prisé, mais était exposé avant la dévaluation à une forte concurrence du riz importé.

La BNDA a ouvert une agence à Niono en 1987, au moment où la zone bénéficiait d'un programme de réhabilitation des terres.

Les producteurs, regroupés en associations villageoises (AV), bénéficiaient d'importants concours bancaires pour financer leurs besoins d'équipement (matériels de culture attelée et de post récolte) et de fonds de roulement (acquisition d'engrais et couverture des frais de main-d'œuvre).

L'introduction du repiquage a entraîné une réduction de la superficie attribuée à chaque famille. Toutefois, les rendements se sont améliorés. Alliés à la double culture du riz parfois, les revenus ont augmenté fortement en dépit de la forte croissance des charges (recours plus fréquent à la main-d'œuvre salariée et besoins en intrants croissants).

Toutefois, une mauvaise gestion du crédit agricole a abouti à une dégradation de la situation de l'agence BNDA. Les concours de la banque étaient importants : 221 prêts pour 792 millions de FCFA en 1990/1991, 474 prêts pour 1452 millions de FCFA en 1991/1992.

Au 30/09/1992, le portefeuille de l'agence était fortement dégradé (avec un encours compromis égal à 18% de l'encours total) comme il apparaît sur le tableau ci-dessous :

(en millions de FCFA)

	Court terme	Moyen terme	Total
Encours sain	1.120	97	1.217
Encours en souffrance	229	31	260
Total	1.349	128	1.477

L'importance des impayés a abouti à une distribution très sélective du crédit, avec une exclusion de certaines AV du bénéfice des prêts.

Cette situation a amené la BNDA à rédiger, en 1992, les termes de référence d'une étude de faisabilité d'un réseau de caisses en zone Office du Niger.

Le CIDR a mené à bien cette étude de faisabilité et la BNDA a pu mobiliser pour la réalisation de ce projet trois bailleurs de fonds : l'AFD, le FED et la KFW.

Le réseau CVECA a été lancé le 1^{er} août 1994 pour une première phase de trois ans avec comme objectif la création de 30 caisses, avec comme opérateur technique le CIDR. Le coût (investissement, assistance technique, fonctionnement, frais généraux et appui) de cette phase a été estimé à 595 millions de FCFA au total.

La BNDA a joué dans un premier temps le rôle de maître d'ouvrage en :

- préparant les TDR du projet ;
- obtenant le financement auprès des bailleurs de fonds, auxquels elle rend compte ;
- signant avec l'opérateur un contrat de réalisation du projet ;
- décaissant des fonds auprès des bailleurs pour faire face aux besoins de l'opérateur ;
- suivant la réalisation du projet par l'opérateur et en rendant compte aux bailleurs de fonds.

Une seconde phase, financée par l'AFD, a débuté en 1997, avec comme objectif principal de consolider et d'institutionnaliser le réseau.

Cette phase prend fin en 2001 avec la signature de contrats de rétrocession des biens, acquis pendant la phase projet, aux associations de caisses et au service commun.

Sept ans et l'engagement important des bailleurs de fonds (1.200 millions de FCFA pour les deux phases du projet) auront donc été nécessaires pour mener à bien un projet de caisses autonomes et indépendantes vis-à-vis de la BNDA, même si elle a joué un rôle prépondérant pour sa réalisation.

2.2 Le refinancement des activités de crédit des systèmes financiers décentralisés

La BNDA, contrairement à d'autres banques maliennes, a vite compris la complémentarité de ses actions avec celles des systèmes financiers décentralisés (SFD) dans la distribution des crédits. Ainsi, elle octroie le crédit « en gros » aux SFD qui le distribuent « au détail ».

Le refinancement des SFD permet à la BNDA de diversifier ses emplois et de toucher des populations qu'elle n'aurait pas pu toucher toute seule.

2.2.1 La politique de refinancement

Les grands principes de cette politique sont les suivants :

- avoir l'autorisation d'exercer en toute légalité (*agrément* ou *reconnaissance*) ;
- apporter la preuve de son savoir faire en épargne/crédit (*opérateur compétent, bonne qualité de portefeuille, présenter des perspectives d'autonomie technique et financière claires et réalistes, présenter un schéma institutionnel lisible et réalisable*) ;
- apporter la preuve de la rigueur de sa gestion par la mise en place d'un système d'information de gestion fiable, notamment la tenue d'une comptabilité certifiée, et par la réalisation d'audit comptables externes ;
- supporter une partie du risque par la constitution d'un dépôt de garantie minimum de 10% du concours demandé ;
- produire régulièrement dans la forme requise par la BCEAO les rapports d'activités annuels ;
- s'inscrire dans une politique de complémentarité avec la BNDA.

2.2.2 Les emprunteurs

Chaque réseau a sa propre démarche pour se faire refinancer. Ainsi, selon les réseaux, l'emprunteur peut être :

- la fédération,
- les associations ou unions,
- les caisses de base,
- l'opérateur technique, lorsque l'institutionnalisation n'a pas encore été effective.

2.2.3 Les conditions débitrices

Les premiers concours aux SFD ont été faits aux conditions habituelles de la banque en faveur des associations villageoises. Par la suite, en fonction des résultats obtenus et de la spécificité des SFD, des conditions préférentielles ont été consenties par la banque. Ainsi, actuellement les taux pratiqués sont compris entre 9% et 8% l'an.

2.2.4 Les garanties

Les garanties exigées sont les suivantes :

- la caution solidaire des membres des caisses ou des unions ou associations de caisses,
- un dépôt de garantie de 10% minimum des montants demandés. Le niveau de ce dépôt pourrait augmenter à l'avenir.

2.2.5 Les résultats

L'activité refinancement a démarré en 1989 avec les Cveca pays dogon. Elle a connu un développement très rapide et soutenu. En onze ans, les concours sont passés de quelques dizaines de millions de francs à plus de 2,4 milliards de francs CFA à fin 2000.

Le tableau ci-dessus retrace pour les trois derniers exercices l'importance du rôle joué par la BNDA dans le refinancement des SFD :

	Montants en millions de FCFA		
	1998	1999	2000
Refinancement accordé par la BNDA (A)	2 224	2 524	2 400
Refinancement accordé par l'ensemble du système bancaire (B)	2 400	2 964	2 700
A/B	93%	85%	89%

Sources : rapports d'activités CAS/SFD 1998,1999, 2000.

Jusqu'à fin 2000, le taux de remboursement des refinancements octroyés par la BNDA a été de 100%.

2.3 Le suivi et la formation des sfd

2.3.1 Le suivi des sfd

La BNDA organise des missions de suivi des SFD pour lesquels elle assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, à l'issue desquelles un rapport de mission est établi. L'objectif est d'organiser des missions semestrielles dans ces SFD et de les étendre par la suite aux autres SFD qui travaillent avec la BNDA.

2.3.2 La formation

La BNDA accueille, en son sein, en stage des agents de SFD et fait participer les adhérents des SFD aux sessions de formations offertes par la banque aux ruraux.

Elle organisera des séances de formation à l'intention des agents de la BNDA sur :

- l'articulation banques –SFD : expériences de la BNDA ;
- les critères d'accès au refinancement BNDA et conditions du refinancement BNDA.

2.4 Autres actions

La BNDA participe aux travaux du groupe consultatif national pour la microfinance comme représentant de l'APBEF.

La BNDA participe activement à la coordination des interventions en faveur des SFD au Mali. A ce titre, elle :

- dialogue régulièrement avec la CAS/SFD et les agents chargés des SFD au sein de la BCEAO ;
- échange régulièrement avec les responsables des opérateurs spécialisés et avec les bailleurs de fonds intervenant dans le domaine ;
- reçoit de nombreuses missions s'intéressant au développement des SFD, notamment des bailleurs de fonds ayant peu d'expérience en la matière ;
- assiste à, voire anime, des séminaires et forums dont le sujet est le développement des SFD ou les liens entre les SFD et les banques.

III LES ENSEIGNEMENTS

A la lumière de nos interventions dans le domaine de la microfinance nous pouvons retenir des leçons et formuler quelques interrogations.

3.1 Les leçons

- Aucun intervenant dans le financement du monde rural n'est à même de répondre à l'ensemble des besoins des clients au meilleur prix. Une synergie des actions du système bancaire et des institutions de microfinance est indispensable, ce qui passe par l'amélioration de leurs relations et par les échanges d'informations. La création d'une centrale des risques est salutaire lorsque plusieurs intervenants coexistent dans une même zone ;
- Les relations de refinancement entre les banques agricoles et commerciales d'une part et les institutions de microfinance d'autre part ne pourront se développer que dans un cadre de complémentarité. Toute autre conception risque d'aboutir au surendettement des ruraux et/ou à une concurrence entre les banques et les SFD, ce qui serait préjudiciable à la bancarisation des ruraux ;
- L'octroi de refinancement aux institutions de microfinance permet d'augmenter les financements bancaires en direction du monde rural, tout en les sécurisant. La création des CVECA a permis à la banque de poursuivre son financement en direction de ruraux qui étaient «éliminés» à cause de la mauvaise gestion de leurs associations et de recouvrer des crédits compromis. En effet, l'une des conditions d'ouverture des caisses était l'engagement des villages à résorber les impayés qui perduraient ;
- La création d'un réseau jusqu'à sa phase d'autonomisation nécessite un engagement, du maître d'ouvrage délégué et des bailleurs de fonds, sur une période relativement longue (7ans au moins). Sans cette certitude, la survie du réseau n'est pas assurée ;
- Les relations de refinancement ne pourront perdurer que lorsque chaque intervenant (banques et/ou institutions de microfinance) couvre la totalité de ses coûts ;
- Quelle que soit la qualité de leurs liens, il convient que les banques et les institutions de microfinance gardent leur indépendance de décision, les unes par rapport aux autres.
- Sur le plan organique, la banque doit disposer d'une entité spécialisée capable de capitaliser et de servir d'interface entre les acteurs (bailleurs de fonds, SFD) et les fonctions (réseau de la banque, fonction financière, etc...).

3.2 Les interrogations

- L'extension rapide, la taille et les activités de certains réseaux de SFD s'apparentent de plus en plus à des pratiques bancaires classiques, alors qu'ils ne sont ni assujettis à la loi bancaire ni soumis aux mêmes exigences de contrôle que les banques, d'où une distorsion dont les effets sont pervers pour les SFD concernés eux mêmes (à cause des risques de contrepartie, de taux voire de risque de change non maîtrisés). N'est-il pas opportun de mener des réflexions pour fixer les limites d'un réseau de SFD ? En d'autres termes comment faire pour qu'une institution de microfinance entre dans le système bancaire ?
- Si l'objectif est d'arriver à financer l'agriculture familiale et si le problème est de permettre l'accès des agriculteurs aux services financiers, la fixation de taux d'usure n'est-elle pas de nature à freiner le drainage des ressources financières vers l'agriculture ? Autrement dit, pour développer le financement des agriculteurs ne faut-il pas permettre à chaque intermédiaire de couvrir l'ensemble des charges que lui coûte son intervention dans l'agriculture par la fixation de taux d'intérêts adéquats ?